

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4472

[2004/203507]

21 OCTOBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, notamment les articles 3, alinéa 3, 4, alinéa 1^{er}, 16, § 3, 18, § 1^{er}, alinéa 3 et § 3, et 26;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 septembre 2001 et 10 janvier 2002;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable n° AV. 1110, donné le 15 octobre 2002;

Vu l'avis n° A 686 du Conseil économique et social de la Région wallonne adopté le 21 octobre 2002;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 26 août 2002 et le 27 avril 2004;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 25 septembre 2003 et le 29 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 37.119/2, donné le 18 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o « décret » : le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

2^o « Ministre » : le Ministre qui a les Infrastructures d'Accueil des Activités économiques dans ses attributions;

3^o « fonctionnaire dirigeant » : le directeur général de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi ou l'un des fonctionnaires visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, à savoir : l'inspecteur général, le directeur, le premier attaché ou l'attaché de cette Direction générale en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 2 et 3 dudit arrêté;

4^o « comité » : le comité d'acquisition d'immeubles, territorialement compétent, institué auprès du Service public fédéral Finances;

5^o « pouvoir expropriant » : la Région, la commune ou l'intercommunale visée à l'article 1^{er}, 2^o, du décret;

6^o « société » : la société au sens de l'article 1^{er}, 3^o, du décret;

7^o « association » : l'association entre une ou plusieurs communes ou entre une ou plusieurs intercommunales ou entre la société et la ou les personnes physiques ou morales, visées à l'article 18 du décret;

8^o « opérateur » : la commune, l'intercommunale, la société ou l'association;

9^o « périmètre de reconnaissance » : les espaces, ouvrant droit aux subsides, délimités conformément aux articles 13 à 16 du présent arrêté et destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation ou à permettre l'extension d'activités existantes ;

10^o « CWATUP » : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

CHAPITRE II. — *De la demande d'expropriation*

Art. 2. Le pouvoir expropriant adresse, en neufs exemplaires, au fonctionnaire dirigeant une demande qui contient les éléments suivants :

1^o une note de motivation justifiant l'utilité publique à exproprier les immeubles visés à l'article 2 du décret;

2^o un plan d'expropriation présentant :

a) le périmètre des immeubles concernés;

b) le relevé de l'identité des propriétaires et la superficie de leur bien, établis selon les indications du cadastre;

c) le périmètre de reconnaissance visé à l'article 13.

3° une présentation de la situation existante de fait incluant :

a) un relevé cartographique établi sur fond topographique à une échelle adaptée des immeubles et de leur environnement immédiat renseignant :

- la nature de l'occupation du sol;
- la structure paysagère, en ce compris les voiries ainsi que les arbres et haies visés à l'article 84, § 1^{er}, 10° et 11°, du CWATUP;
- les bassins versants, cours d'eau et points de captage ainsi que le statut du régime d'assainissement de ces immeubles :
- les éléments relatifs aux écosystèmes;
- les zones de protection spéciales, instituées en vertu des réglementations urbanistique, patrimoniale et environnementale;

b) sur un plan séparé, l'indication des réseaux tels que ceux de distribution d'eau, d'énergie, de fibres optiques, de télécommunication, d'évacuation et de traitement des eaux usées ainsi que des appareils d'éclairage public, selon les indications fournies par l'administration communale ainsi que, le cas échéant, les autres informations dont le pouvoir expropriant aurait connaissance;

c) le cas échéant, les résultats des investigations permettant d'établir l'existence ou l'absence de pollution des sols;

d) un relevé photographique significatif et en couleurs des immeubles, des parties de ceux-ci faisant l'objet de la demande ainsi que de ses abords.

4° une description des activités économiques projetées indiquant :

a) les caractéristiques essentielles de ces activités en termes d'occupation du sol, de secteurs d'activité envisagés, d'emploi et de profil de mobilité ainsi que les activités qui seront exclues;

b) la justification de l'ouverture d'une nouvelle zone pour accueillir ces activités, en donnant la perspective économique d'occupation de la zone par les activités concernées et en précisant les retombées économiques et sociales; cette justification sera élaborée en prenant pour référence des projets ou des zones d'activités économiques similaires ou analogues au point de vue de leurs territoires et de leurs caractéristiques socio-économiques, dénommés « le territoire de référence »;

c) une description des principaux secteurs d'activité déjà présents dans les zones avoisinantes;

d) le cas échéant, si la création d'un incubateur est prévue :

- une description du projet de l'incubateur;
- la définition des objectifs poursuivis, des secteurs d'activités cibles ;
- la preuve de la viabilité du projet par la production d'un plan financier incluant une analyse des forces, des opportunités et des menaces ayant trait au projet;
- les potentialités d'utilisation par des entreprises privées des équipements et outils de production à subsidier;

5° un plan d'implantation présentant le tracé des voiries et les caractéristiques des principaux aménagements projetés et, s'il échet, le phasage et les raccordements éventuels, ainsi que les différentes zones affectées à des activités économiques spécifiques :

a) annexé à ce plan d'implantation, les principales orientations d'aménagement ainsi que les aspects d'accessibilité et de mobilité;

b) au niveau des aménagements projetés, le plan précisera en indiquant chaque fois comment ceux-ci se raccordent sur l'existant :

- l'indication des voiries projetées;
- les superficies réservées à l'espace public et à l'espace privé;
- la taille des parcelles;
- les espaces réservés à certaines activités ou à certains types d'occupants;
- le réseau d'égouttage, en ce compris les stations d'épuration publique, les stations de relevage, les bassins d'orage et les rejets;
- l'indication des réseaux tels ceux de distribution d'eau, d'énergie, de télécommunication, d'évacuation et de traitement des eaux usées ainsi que des appareils d'éclairage public;
- tout autre équipement d'intérêt collectif;
- le cas échéant, le déplacement ou la démolition de voiries, impétrants ou autres éléments;
- le cas échéant, les réseaux traversant le site et leurs aires de protection;

c) le cas échéant, les caractéristiques de l'évolution du projet dans le temps avec les différentes étapes d'aménagement de la zone.

6° un rapport justificatif des incidences économiques, sociales et environnementales, en ce compris les potentialités d'intermodalité sur la base notamment :

a) pour le plan socio-économique :

- des contacts pris avec des candidats investisseurs;
- de comparaisons avec d'autres périmètres similaires dont le territoire de référence;
- des spécificités du projet, telles que le développement de secteurs de pointe et de relations avec des institutions de recherche;
- de l'estimation des emplois directs et indirects à créer, en faisant apparaître la méthode de calcul et en se basant sur le territoire de référence;
- des exigences en matières d'emplois créés par rapport à la surface des parcelles et du rapport de la surface capable par rapport à la surface des parcelles;
- des superficies soustraites à d'autres secteurs d'activité et des conséquences en résultant;

b) sur le plan environnemental :

- les modifications importantes au relief;
- les mesures favorables ou dispositifs nécessaires à l'intégration du périmètre, tels que les dispositifs d'isolement, les types de plantations et leur gestion, les espaces naturels maintenus ainsi que les éléments régulateurs du système oro-hydrologique;
- le cas échéant, les mesures et dispositifs de protection et de sécurité;

c) sur le plan de la mobilité :

- l'estimation du trafic potentiel généré, de la mobilité et de l'accessibilité du périmètre;
- le cas échéant, les potentialités d'intermodalité.

7° une estimation du coût des aménagements à réaliser indiquant :

a) équipement par équipement, les coûts unitaires et globaux pour la solution proposée ainsi que pour les autres solutions envisageables, en faisant apparaître la méthode de calcul retenue;

b) les coûts ventilés par phase d'équipement, en distinguant l'équipement propre à l'aménagement du périmètre de celui permettant le raccordement au réseau existant;

c) le coût global de l'aménagement du périmètre de reconnaissance, le cas échéant, réparti par phase, ainsi que le coût à l'hectare.

8° une analyse de la compatibilité du projet au regard des plans et schémas d'aménagement en vigueur renseignant :

a) la situation du périmètre par rapport aux divers plans et schémas en vigueur ainsi que la compatibilité du projet avec ceux-ci;

b) le cas échéant, une copie du schéma de structure communal, visé à l'article 16 du CWATUP, du plan communal d'aménagement visé à l'article 48 du CWATUP et du cahier des charges urbanistique et environnemental visé à l'article 31bis du CWATUP;

Le Ministre peut décider d'adapter les éléments mentionnés au présent article en fonction de la nature du projet.

Art. 3. Conformément à l'article 9 du décret, le Ministre délivre au pouvoir expropriant, sur la base du rapport adressé par le fonctionnaire dirigeant, l'arrêté d'expropriation.

CHAPITRE III. — *De la subsidiation*

Section 1^{re}. — Des opérations subsidiables

Art. 4. Pour les opérations destinées à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation ou à permettre l'extension des activités économiques existantes et pour autant que ces opérations soient situées dans un périmètre de reconnaissance déterminé conformément aux articles 13 à 16 du présent arrêté, le Ministre peut octroyer des subsides pour :

1° l'acquisition de terrains;

2° l'acquisition et la transformation ou la construction de bâtiments pour la création d'incubateurs, de centres de services auxiliaires et de halls relais, la création d'équipements communs auxiliaires pour les incubateurs et les centres de services auxiliaires ainsi que l'acquisition d'outils de production communs uniquement pour les incubateurs;

3° les travaux d'infrastructures à réaliser sur les terrains nécessaires à la création et au développement d'un périmètre de reconnaissance;

4° les études nécessaires à la réalisation des opérations, à savoir les frais d'études, de direction, de surveillance et administratifs des travaux, ci-après dénommés les « frais généraux », relatifs aux opérations visées aux 2° et 3°.

Section 2. — De la base de calcul du subside

Art. 5. § 1^{er}. La base de calcul du subside pour les opérations visées à l'article 4, 1° et pour le terrain sur lequel le bâtiment est situé pour les opérations visées à l'article 4, 2°, est constituée des éléments suivants :

1° le prix d'achat du terrain;

2° les frais légaux d'acquisition qui ne peuvent excéder ceux relatifs au prix d'achat;

3° les frais de mesurage.

§ 2. Le prix d'achat visé au § 1^{er}, 1^o, est limité :

1^o lorsque le comité est chargé de l'acquisition, au montant évalué par celui-ci;

2^o lorsque le comité n'est pas chargé de l'acquisition :

a) au montant qui a fait l'objet du visa du comité, conformément à l'article 13, alinéa 2, du décret;

b) au montant renseigné au sein d'une offre conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, du décret, lorsque le comité ne notifie pas sa décision dans le délai prévu à l'article 13, alinéa 2, du décret;

c) au montant maximum prévu à l'article 13, alinéa 3, du décret lorsque le comité refuse d'accorder son visa.

Art. 6. La base de calcul du subside pour les opérations visées à l'article 4, 2^o, comprend le montant total :

1^o du prix d'achat du bâtiment diminué du prix du terrain déterminé conformément à l'article 5, § 1^{er}, et § 2;

2^o des travaux de transformation ou de construction et, le cas échéant, des équipements communs et des outils de production, en ce compris celui des révisions contractuelles, celui des dépassements de coûts résultant de circonstances imprévisibles, inévitables et aux conséquences desquelles on ne pouvait obvier, ci-après dénommés « dépassement de coûts justifiés » et celui des avenants préalablement approuvés.

Art. 7. La base de calcul du subside pour les opérations visées à l'article 4, 3^o, est constituée du montant total des travaux suivants, en ce compris celui des révisions contractuelles, des dépassements de coûts justifiés ainsi que des avenants préalablement approuvés :

a) les travaux de nivellement, d'arasement et de drainage et de renforcement de sol, nécessaires pour viabiliser les terrains;

b) les travaux relatifs à la création de voies internes, limitées au domaine public;

c) les travaux d'égouts, limités au domaine public, jusqu'à leurs exutoires, en ce compris les mesures de régulation des eaux;

d) les travaux d'alimentation en eau, limités au domaine public;

e) les travaux de construction de murs de quai, limités au domaine public et nécessaires à l'activité économique;

f) les travaux de raccordement à une voie ferrée ou navigable, limités au domaine public;

g) les travaux d'éclairage public, limités au domaine public;

h) tant dans le périmètre de reconnaissance qu'à proximité de celui-ci, la fourniture et la pose de mobilier urbain, les trottoirs, la signalisation du périmètre, les œuvres d'art plafonnées à € 25.000 par périmètre de reconnaissance, les travaux et les plantations d'ornement liées à la protection de l'environnement ou servant de dispositif d'isolement ainsi que les mouvements de terre y associés;

i) les raccordements aux réseaux de distribution d'énergie ainsi que les réseaux internes, limités au domaine public, étant entendu que, pour les raccordements et réseaux électriques, sont seuls visés les raccordements et réseaux à haute et basse tension ainsi que l'implantation de cabines de transformation;

j) la création de voies d'accès extérieures, y compris les collecteurs d'égouts et leurs exutoires ainsi que les bassins d'orages;

k) les prospections géotechniques nécessaires;

l) les investigations permettant d'établir l'existence ou l'absence de pollution des sols;

m) la fourniture et les travaux de pose de gaines et chambres de tirage pour fibres optiques destinées aux télécommunications, limités au domaine public;

n) la fourniture et les travaux de pose de mâts publics supports de l'installation d'antennes pour le transport d'ondes par voie hertzienne, limités au domaine public;

o) la fourniture et les travaux de pose d'éléments de stabilisation et de sécurisation du réseau électrique et de télécommunication, limités au domaine public;

p) l'aménagement d'aires d'arrêt et la construction d'aubettes pour le transport public tant dans le périmètre de reconnaissance qu'à proximité de celui-ci;

q) les travaux relatifs aux plates-formes multimodales publiques et aux aires de manœuvres aménagées au sein de celles-ci qui bénéficient à plusieurs entreprises ou à celles construites dans les zones contiguës aux aéroports;

r) les pièces d'eau, le poste d'accueil, de gardiennage et éventuellement les autres infrastructures de prévention de sécurité au sein de périmètres de reconnaissance dans lesquels de telles mesures s'imposent au regard des activités abritées;

s) la construction de stations d'épuration publiques destinées à plusieurs entreprises ainsi que les mesures de prévention de pollution accidentelle en dehors de celles prévues dans le cadre des permis d'environnement.

Art. 8. § 1^{er}. La base de calcul du subside pour les frais généraux visés à l'article 4, 4^o, est le montant total des travaux subsidiés conformément aux articles 6, 2^o, et 7 du présent arrêté limité comme suit :

1^o pour des frais d'études et de direction, à :

a) 6 % pour la première tranche des travaux subsidiés jusqu'à € 250.000;

b) 4 % pour la deuxième tranche des travaux subsidiés, comprise entre € 250.000 et € 500.000;

c) 3 % pour la partie des travaux subsidiés dépassant € 500.000;

2^o pour des frais de surveillance limités à 3 % du montant total des travaux subsidiés;

3^o pour des frais administratifs limités à 1 % du montant total des travaux subsidiés.

§ 2. Le montant des travaux subsidiés à prendre en considération est celui du marché initial, des révisions contractuelles, du dépassement de coûts justifiés et des avenants préalablement approuvés.

En outre, en ce qui concerne les frais généraux relatifs aux dépassements de coûts justifiés et aux avenants, ces frais généraux ne seront pris en considération que dans la mesure où ils ont engendrés des prestations supplémentaires d'études, de direction ou de surveillance.

Art. 9. Pour les opérations visées à l'article 4, la base de calcul du subside, inclut la taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'elle est due et non récupérable dans le chef de l'opérateur.

Section 3. — Des taux et des limites du subside

Art. 10. § 1^{er}. Le taux du subside des opérations visées à l'article 4 est fixé à 80 % des bases de calcul du subside, visées aux articles 6 à 9.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le taux du subside est fixé à :

1^o 95 % pour les opérations réalisées dans le périmètre reconnu d'un site d'activités économiques à réhabiliter, au sens de l'article 167, 1^o, du CWATUP;

2^o 15 % pour l'acquisition de terrain, à l'exception de l'acquisition du terrain strictement nécessaire à la création des infrastructures, visées à l'article 7, f) et j);

3^o 50 % pour l'acquisition et la transformation ou la construction d'un bâtiment en vue de son utilisation en incubateur ainsi que pour les moyens de production et les équipements communs.

§ 2. En ce qui concerne l'acquisition et la transformation ou la construction d'un bâtiment, le subside est limité respectivement en vue de son utilisation en tant que hall relais à € 375.000 et en tant que centre de services auxiliaires ou d'incubateur à € 500.000.

Néanmoins, si le bâtiment est situé dans le périmètre reconnu d'un site d'activités économiques à réhabiliter au sens de l'article 167, 1^o, du CWATUP, les montants mentionnés à l'alinéa 1^{er} sont augmentés de 50 % .

Les montants visés au présent article s'appliquent pour l'ensemble des opérations visées aux articles 4, 2^o à 3^o, en incluant les révisions, les dépassements de coûts justifiés ainsi que les avenants préalablement approuvés.

Art. 11. Le subside est accordé globalement pour l'acquisition du bâtiment ainsi que pour sa transformation en hall relais, centre de services auxiliaires ou incubateur; ces opérations ne peuvent être dissociées.

Art. 12. Aucun subside n'est accordé si un projet bénéficie déjà de subsides sur la base d'autres législations régionales, à l'exception de toute somme perçue en application du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter.

Un subside n'est accordé pour les voiries publiques créées, que pour autant que la commune, sur le territoire de laquelle elles se trouvent, s'engage par écrit et au préalable, à les reprendre dès leur réception provisoire.

Section 4. — De l'arrêté de reconnaissance

Art. 13. Lorsque le périmètre de reconnaissance dont la reconnaissance est sollicitée par l'opérateur se confond, en tout ou en partie, avec celui d'un arrêté d'expropriation, ce dernier vaut arrêté de reconnaissance.

Lorsque le périmètre dont la reconnaissance est sollicitée par l'opérateur n'est pas identique à celui du périmètre d'expropriation, le plan d'expropriation visé à l'article 2 est élaboré en faisant apparaître la différence entre le périmètre d'expropriation et le périmètre de reconnaissance.

Art. 14. Lorsque la demande de reconnaissance introduite par l'opérateur concerne une ou plusieurs opérations, visées à l'article 4, qui ne nécessitent pas l'adoption d'un arrêté d'expropriation, elle contient les éléments suivants :

1^o un plan représentant le périmètre et la superficie des immeubles concernés;

2^o les renseignements visés à l'article 2, 3^o à 8^o;

3^o le cas échéant, la justification du caractère supplétif de l'intervention de la société;

4^o le cas échéant, les modalités d'association conformément à l'article 26;

Art. 15. La demande de reconnaissance, visée à l'article 14, est adressée par l'opérateur en neuf exemplaires au fonctionnaire dirigeant.

Si le fonctionnaire dirigeant estime que la demande de reconnaissance est complète ou qu'elle permet de statuer en parfaite connaissance de cause, il transmet à l'opérateur dans les quinze jours de la réception de la demande de reconnaissance, un accusé de réception.

A défaut, il adresse à l'opérateur une lettre sollicitant la production des éléments manquants. Dans les quinze jours de la réception de ceux-ci, le fonctionnaire dirigeant transmet à l'opérateur un accusé de réception.

Art. 16. § 1^{er}. Lorsque la demande de reconnaissance introduite par l'opérateur inclut la création d'un incubateur, elle est transmise par le fonctionnaire dirigeant, dans les quinze jours de la réception de la demande de reconnaissance complète, pour avis, à la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

L'avis est transmis au fonctionnaire dirigeant dans les soixante jours de la demande d'avis; à défaut d'avis dans ce délai, il est réputé favorable.

§ 2. Endéans les cent vingt jours de la réception de la demande de reconnaissance complète, le fonctionnaire dirigeant adresse au Ministre son avis et une proposition d'arrêté.

S'il fait droit à la demande de reconnaissance, le Ministre prend un arrêté de reconnaissance dans les trente jours de la réception de la proposition. L'arrêté de reconnaissance est notifié, par lettre recommandée à la poste, à l'opérateur par le fonctionnaire dirigeant.

§ 3. Par dérogation au § 2, l'arrêté de reconnaissance est, lorsqu'il inclut la création d'un incubateur, pris par le Gouvernement et notifié conformément au § 2, alinéa 2.

Section 5. — De la demande de subside et de l'arrêté d'octroi de subside

Art. 17. La demande d'octroi de subside comprend les éléments suivants :

1° pour les opérations visés à l'article 4, 1°, les documents justifiant le respect de l'article 5, § 2;

2° pour les opérations visées à l'article 4, 2°, le cas échéant, les documents justifiant le respect de l'article 5, § 2, lesquels font apparaître la ventilation entre le prix du terrain et du bâtiment ainsi que la présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

3° pour les opérations visées à l'article 4, 3° et 4°, la présentation des résultats de l'attribution du marché en application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Art. 18. La demande d'octroi de subside est adressée par l'opérateur au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant adresse au Ministre son avis et une proposition d'arrêté d'octroi de subside.

S'il fait droit à la demande, le Ministre prend un arrêté d'octroi de subside qui est notifié à l'opérateur par le fonctionnaire dirigeant.

Art. 19. Sous réserve de l'application de toute autre condition particulière, l'arrêté d'octroi de subside détermine l'affectation du subside, son montant, ses modalités de liquidation dans le respect des articles 20 à 24 ainsi que la durée de l'affectation du subside aux fins pour lesquelles il a été octroyé.

L'arrêté d'octroi de subside peut également subordonner l'octroi du subside au respect d'un délai endéans lequel, selon le cas, l'opérateur doit avoir acquis le terrain ou le bâtiment, commencé les travaux, notifié à l'entrepreneur l'ordre d'entamer ceux-ci ou encore réalisé l'affectation pour laquelle le subside est octroyé.

Section 6. — De la liquidation du subside

Art. 20. Sous réserve de l'application de l'article 22, le subside relatif à une opération visée à l'article 4, 1°, et pour l'acquisition de bâtiment, l'article 4, 2°, est liquidé sur présentation de l'acte authentique établissant le transfert de propriété du terrain et du bâtiment à l'opérateur ainsi que de la justification des frais visés à l'article 5, § 1^{er}, 3°.

Art. 21. Sous réserve de l'application des articles 20 et 22, le subside relatif à une opération visée à l'article 4, 2°, est liquidé comme suit :

1° une avance de 30 % du montant du subside sur production de la lettre de l'opérateur notifiant à l'entrepreneur l'ordre de commencer les travaux, sauf en ce qui concerne les incubateurs pour lesquels l'avance est limitée à 10 %;

2° deux montants représentant chacun 30 % du montant du subside sur présentation d'états d'avancements mensuels représentant chaque fois un tiers de la base de calcul du subside;

3° le solde du subside sur présentation du décompte final de l'ensemble des travaux.

La partie du subside pour les frais généraux afférents aux travaux visés à l'alinéa 1^{er}, sont liquidés sur présentation du décompte final et du procès-verbal de réception provisoire.

Art. 22. En cas d'association, le subside pour l'acquisition et la transformation ou la construction d'un bâtiment en vue de son utilisation en incubateur, en centre de services auxiliaires, en hall relais ou l'acquisition d'équipements communs auxiliaires ne peut, en tout état de cause, être liquidé que pour autant que l'association respecte les modalités d'association définies à l'article 26 du présent arrêté.

Art. 23. Le subside relatif aux opérations visées à l'article 4, 3°, est liquidé à concurrence de 90 % du subside sur présentation des états mensuels.

Le solde du subside est liquidé sur présentation du décompte final de l'ensemble des travaux, pour lesquels il a été octroyé.

La partie du subside afférente aux frais généraux est liquidée à concurrence de deux tiers sur présentation du premier état d'avancement et d'un tiers sur présentation du décompte final ainsi que du procès-verbal de réception provisoire.

Art. 24. Lorsque le décompte final visé aux articles 21, alinéa 1^{er}, 3°, et 23, alinéa 2, fait apparaître un dépassement de coûts justifiés, un complément au subside peut être octroyé par le Ministre.

Le subside complémentaire est liquidé sur présentation par l'opérateur du supplément au décompte final et du procès-verbal de réception provisoire.

Section 7. — Des obligations de l'opérateur

Art. 25. L'opérateur qui s'est vu octroyer un subside soumet au Ministre ou au fonctionnaire dirigeant un rapport annuel complet sur son utilisation.

Ce rapport indique notamment :

1° pour les travaux d'infrastructure, les données en matière de superficies équipées et occupées ainsi que des informations sur les entreprises utilisatrices;

2° pour les halls relais, les centres de services auxiliaires et les incubateurs, l'occupation de ceux-ci par référence notamment aux superficies occupées, aux types d'entreprises utilisatrices et aux emplois concernés.

Section 8. — Des associations

Art. 26. Les associations conviennent de leur modalités de fonctionnement en tenant compte des principes suivants :

a) l'organe de gestion de l'association est compétent pour :

1° les décisions relatives aux opérations ayant trait à l'octroi du subside ainsi que leurs supervisions;

2° l'adoption du rapport annuel visé à l'article 25;

3° le budget annuel de l'association;

4° l'arrêt des comptes de l'association;

5° les conventions relatives à l'occupation des espaces;

b) l'organe de gestion de l'association est composé comme suit :

1° chaque commune, intercommunale ou la société, membre de l'association désigne au moins un membre ayant une voix délibérative au sein de l'organe de gestion;

2° lorsque la commune ou l'intercommunale, sur le territoire desquelles le bâtiment est situé, n'est pas membre de l'association, elle peut disposer néanmoins également d'un membre ayant une voix délibérative;

3° le nombre de voix délibératives des représentants désignés au sein de l'organe de gestion de l'association par les communes, les intercommunales et la société doit toujours être supérieur aux autres membres, désignés ou non par les autres partenaires de l'association;

4° la présidence de l'organe de gestion est toujours confiée à un représentant désigné parmi les représentants des communes, des intercommunales et de la société;

5° les décisions de l'organe de gestion sont adoptées à la majorité des voix, consacrant le pouvoir majoritaire de décision des communes, des intercommunales et de la société et en cas de parité, la voix du président est prépondérante;

c) le cas échéant, la répartition des résultats de l'association en attribuant aux communes, aux intercommunales et à la société une part des bénéfiques au moins proportionnelle à leurs apports dans l'association, les subsides accordés à l'association étant intégrés dans la base de calcul de leurs apports.

La convention ou les statuts de l'association reprenant les modalités d'association conformes au présent article sont approuvés par le Ministre.

CHAPITRE IV. — *Des dispositions finales*

Art. 27. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 septembre 2001 et 10 janvier 2002, est abrogé.

Art. 28. Les demandes d'expropriation et les demandes de reconnaissance, visées respectivement aux articles 2 et 13 à 16, introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

Les demandes d'octroi de subside, visées à l'article 17, introduites avant l'entrée en vigueur du décret poursuivent leur instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

Art. 29. Le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques produit ses effets le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté à l'exception des dispositions suivantes : article 16, § 1^{er}, alinéa 3, article 18, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 30. Le Ministre qui a les infrastructures d'accueil des activités économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4472

[2004/203507]

21. OKTOBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, insbesondere der Artikel 3 Absatz 3 4 Absatz 1 16 § 3 18 § 1 Absatz 3 und § 3 und 26;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. September 2001 und 10. Januar 2002;

Aufgrund des am 15. Oktober 2002 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung Nr. AV. 1110;

Aufgrund des am 21. Oktober 2002 verabschiedeten Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.686;

Aufgrund der am 26. August 2002 und 27. April 2004 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 25. September 2003 und 29. April 2004 gegebenen Einverständnisse des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 18. Mai 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.119/2 des Staatsrats, in seiner durch das Gesetz vom 2. April 2003 ersetzten Fassung;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° «Dekret»: das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

2° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gehören;

3° «leitender Beamter»: der Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung oder einer der in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. April 1999 über die spezifischen Vollmachtenerteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region erwähnten Beamten, nämlich: der Generalinspektor, der Direktor, der erste Attaché oder der Attaché dieser Generaldirektion unter Berücksichtigung der Regeln in Sachen Abwesenheiten oder Verhinderung nach Art. 2 und 3 des besagten Erlasses;

4° «Komitee»: das örtlich zuständige Immobilienerwerbskomitee, das beim Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen eingerichtet ist;

5° «enteignende Instanz»: die Region, die Gemeinde oder die Interkommunale nach Art. 1, 2° des Dekrets;

6° «Gesellschaft»: die Gesellschaft im Sinne von Art. 1, 3° des Dekrets;

7° «Vereinigung»: die Vereinigung zwischen einer oder mehreren Gemeinden oder zwischen einer oder mehreren Interkommunalen oder zwischen der Gesellschaft und der (den) in Art. 18 des Dekrets gemeinten natürlichen oder juristischen Person(en);

8° «Träger»: die Gemeinde, die Interkommunale, die Gesellschaft oder die Vereinigung;

9° «Anerkennungsgebiet»: die in Übereinstimmung mit Art. 13 bis 16 des vorliegenden Erlasses abgegrenzten Räume, die Anspruch geben auf Zuschüsse, und zur Niederlassung bzw. Förderung der Niederlassung von wirtschaftlichen Aktivitäten und zur Erweiterung von bestehenden Aktivitäten bestimmt sind;

10° «CWATUP»: das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

KAPITEL II — *Enteignungsantrag*

Art. 2 - Die enteignende Instanz übermittelt dem leitenden Beamten einen Antrag in neun Ausfertigungen, der Folgendes umfasst:

1° eine Begründungsnotiz zur Rechtfertigung der Gemeinnützigkeit in Bezug auf die Enteignung der in Art. 2 des Dekrets erwähnten Immobilien;

2° ein Enteignungsplan, in dem folgende Informationen stehen:

a) der Umkreis der betroffenen Immobiliengüter;

b) das Verzeichnis der Eigentümer und die Oberfläche ihrer Güter, nach den Angaben der Katasterverwaltung;

c) das Anerkennungsgebiet nach Art. 13.

3° eine Darstellung der bestehenden Sachlage, einschließlich der folgenden Unterlagen:

a) eine kartographische Bestandsaufnahme auf topographischer Grundlage und mit einem geeigneten Maßstab der Immobiliengüter und ihrer unmittelbaren Umgebung, mit Angabe:

- der Natur der Bodennutzung;

- der Landschaftsstruktur, einschließlich des Straßennetzes sowie der in Art. 84 § 1 10° und 11° des CWATUP erwähnten Bäume und Hecken;

- der Wassereinzugsgebiete, Wasserläufe und Wassergewinnungsstellen sowie des Statuts des Sanierungsverfahrens für diese Immobilien;

- der nötigen Informationen in Verbindung mit den Ökosystemen;

- der Sonderschutzgebiete, die aufgrund urbanistischer, erbebezogener und umweltrechtlicher Bestimmungen eingerichtet worden sind;

b) auf einem getrennten Plan, die Darstellung der unterschiedlichen Netze nach den von der Gemeindeverwaltung mitgeteilten Angaben wie z.B. die Wasser- und Energieversorgungsleitungen, die optischen Fasernetze, die Abwasserleitungen, die Leitungen von und zu Kläranlagen, die Leitungen für die öffentliche Beleuchtung, und ggf. die sonstigen Informationen im Besitz der enteignenden Instanz;

c) ggf. die Ergebnisse der Untersuchungen, durch die eine Bodenverschmutzung oder aber das Nichtvorhandensein einer Bodenverschmutzung erwiesen werden kann;

d) eine relevante photographische Bestandsaufnahme (in Farben) der Immobilien und Teile von Immobilien, die den Gegenstand des Antrags bilden, sowie deren nahen Umgebung.

4° eine Beschreibung der geplanten wirtschaftlichen Aktivitäten, mit Angabe der folgenden Elemente:

a) die wesentlichen Merkmale dieser Aktivitäten hinsichtlich der Bodennutzung, der in Aussicht genommenen Tätigkeitsbereiche, der Beschäftigung und des Mobilitätsprofils, sowie die ausgeschlossenen Aktivitäten;

b) die Begründung der Erschließung eines neuen Gebiets zur Niederlassung dieser Aktivitäten, unter Angabe der wirtschaftlichen Voraussichten für die Benutzung des Gebiets für die geplanten Aktivitäten, sowie der wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen; für diese Begründung wird man sich auf hinsichtlich der geographischen Umgebung oder der sozial-wirtschaftlichen Merkmale ähnliche oder gleiche Vorhaben oder Gewerbegebiete beziehen, die als «Bezugsgebiet» bezeichnet werden;

c) eine Beschreibung der wichtigsten, in der nahen Umgebung bereits vorhandenen Tätigkeitsbereiche;

d) ggf. die voraussichtliche Schaffung eines Inkubators:

- eine Beschreibung des Projekts dieses Inkubators;
- die Definition der verfolgten Ziele, der ausgesuchten Tätigkeitsbereiche;
- der Nachweis der Marktfähigkeit des Projekts durch die Vorlage eines Finanzplans, der u.a. eine Analyse der Stärken, der Chancen und der Bedrohungen des Projekts umfasst;
- die Möglichkeiten der Benutzung der zu bezuschussenden Ausrüstungen und Produktionsmittel durch Privatbetriebe;

5° ein Standortplan mit einer Darstellung des Straßennetzes und der Merkmale der wichtigsten projektierten Einrichtungen und ggf. die Phasierung und eventuellen Anschlüsse, sowie die Angabe der verschiedenen Bereiche, die für spezifische wirtschaftliche Aktivitäten bestimmt sind:

a) diesem Standortplan werden die Hauptmerkmale der geplanten Einrichtungen sowie Angaben zur Zugänglichkeit und Mobilität beigefügt;

b) was die projektierten Einrichtungen angeht, gibt der Plan an, wie die jeweiligen Anschlüsse zu den bestehenden Leitungen und Netzen stattfinden werden:

- die Angabe des geplanten Straßennetzes;
- die Flächen für öffentliche Freiräume und Privatflächen;
- die Größe der Parzellen;
- die Fläche, die für bestimmte Aktivitäten oder Benutzerkategorien vorbehalten sind;
- das Abwasserleitungsnetz einschließlich der öffentlichen Klärstationen, der Hebewerke, der Regenauffangbecken und der Abwasserableitungen;
- die Angabe der verschiedenen Netze (Wasser- und Energieversorgung, Telekommunikation, Wasserableitung und -klärung, öffentliche Beleuchtung);
- jegliche sonstige gemeinnützige Ausstattung;
- ggf. die Verlegung oder der Abbruch von Straßen oder sonstigen Elementen;
- ggf. die Netze, die den Standort durchqueren und ihren jeweiligen Schutzbereich;

c) ggf. die Eigenschaften der weiteren Entwicklung des Projekts mit Angabe der verschiedenen Stufen in der Einrichtung des Gebiets.

6° ein begründeter Bericht über die wirtschaftlichen, sozialen und umweltbezogenen Auswirkungen, einschließlich der Möglichkeiten im Bereich der multimodalen Verkehrsdienste, u.a. auf folgenden Grundlagen:

a) auf sozial-wirtschaftlicher Ebene:

- die Kontakte, die mit den potentiellen Investoren stattgefunden haben;
- Vergleiche mit anderen ähnlichen Gebieten, worunter das Bezugsgebiet;
- die besonderen Merkmale des Projekts, wie z.B. die Entwicklung von Spitzensektoren und Beziehungen mit Forschungseinrichtungen;
- die Einschätzung der direkten und indirekten Arbeitsplätze, die geschaffen werden, wobei die betreffende Berechnungsmethode angegeben wird, unter Bezugnahme auf das Bezugsgebiet;
- Anforderungen in Sachen geschaffene Arbeitsstellen im Verhältnis zur Oberfläche der Parzellen und unter Berücksichtigung des Verhältnisses mögliche Fläch/ Parzellenfläche;
- die Flächen, die anderen Tätigkeitssektoren entnommen werden, und die sich daraus ergebenden Folgen;

b) auf umweltbezogener Ebene:

- wichtige Änderungen des Reliefs;
- die Maßnahmen oder Einrichtungen, die für die Integration des Gebiets günstig oder erforderlich sind, so wie z.B. Abschirmstreifen, Anpflanzungen (Art und Bewirtschaftung angeben), erhaltene Naturflächen, Elemente zur Regelung des hydrologischen Netzes;
- ggf. die Schutz- und Sicherheitsmaßnahmen und -vorrichtungen;

c) auf Ebene der Mobilität:

- die Einschätzung des hervorgebrachten Verkehrs, der Mobilität und Zugänglichkeit des Gebiets;
- ggf. des Möglichkeiten im Bereich der multimodalen Verkehrsdienste.

7° eine Veranschlagung der Kosten für die durchzuführenden Einrichtungsarbeiten unter Angabe der folgenden Auskünfte:

a) für jede einzelne Ausrüstung: die Kosten pro Einheit und die Gesamtkosten für die vorgeschlagene Lösung sowie für alle anderen denkbaren Lösungen, dies mit Angabe der in Betracht gezogenen Berechnungsmethode;

b) die nach Ausrüstungsphase aufgeschlüsselten Kosten, wobei die mit der Einrichtung des Gebiets verbundene Ausrüstung von der Ausrüstung, die den Anschluss an das bestehende Netz ermöglicht, unterschieden wird;

c) die Gesamtkosten für die Einrichtung des Anerkennungsgebiets, die gegebenenfalls nach Phase aufgeteilt werden, sowie die Kosten pro Hektar.

8° eine Analyse der Vereinbarkeit des Projektes mit den geltenden Einrichtungsplänen und -schemen:

a) mit Angabe der Lage des Gebiets im Verhältnis zu den unterschiedlichen geltenden Plänen und Schemen sowie der Vereinbarkeit des Projektes mit diesen Plänen und Schemen;

b) gegebenenfalls unter Beifügung einer Kopie des in Artikel 16 des CWATUP erwähnten kommunalen Strukturschemas, des in Artikel 48 des CWATUP erwähnten kommunalen Raumordnungsplans und des in Artikel 31 bis des CWATUP erwähnten Städtebau- und Umweltlastenhefts.

Der Minister kann beschließen, die im vorliegenden Artikel erwähnten Elemente je nach der Art des Projektes anzupassen.

Art. 3 - Gemäß Artikel 9 des Dekrets stellt der Minister der enteignenden Instanz den Enteignungserlass auf der Grundlage des vom leitenden Beamten übermittelten Berichts aus.

KAPITEL III — *Bezuschussung*

Abschnitt 1 — Bezuschussbare Maßnahmen

Art. 4 - Für die Maßnahmen, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten aufzunehmen, deren Ansiedlung zu begünstigen oder die Erweiterung der bestehenden wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, kann der Minister Zuschüsse gewähren, wenn diese Maßnahmen in einem gemäß den Artikeln 13 bis 16 des vorliegenden Erlasses bestimmten Anerkennungsgebiet vorgenommen werden, dies für:

1° den Erwerb von Grundstücken;

2° den Erwerb, den Umbau oder den Bau von Gebäuden für die Einrichtung von Inkubatoren, von Zentren für Zusatzdienstleistungen und von Übergangshallen, für die Einrichtung von gemeinschaftlichen zugehörigen Ausrüstungen für die Inkubatoren und die Zentren für Zusatzdienstleistungen sowie für den Erwerb von gemeinschaftlichen Produktionshilfsmitteln ausschließlich für die Inkubatoren;

3° die Infrastrukturarbeiten, die auf den für die Einrichtung und die Entwicklung eines Anerkennungsgebiets notwendigen Grundstücken vorzunehmen sind;

4° die zur Durchführung der Maßnahmen notwendigen Studien, d.h. die Kosten für die Studie, die Leitung, die Beaufsichtigung und die Verwaltung der Arbeiten, die weiter unten «allgemeine Unkosten» genannt werden und mit den in 2° und 3° erwähnten Maßnahmen verbunden sind.

Abschnitt 2 — Berechnungsgrundlage des Zuschusses

Art. 5 - § 1 - Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für die in Artikel 4 1° erwähnten Maßnahmen und für das Grundstück, auf dem das Gebäude steht, für die in Artikel 4 2° erwähnten Maßnahmen besteht aus den folgenden Elementen:

1° der Ankaufspreis des Grundstücks;

2° die gesetzlichen Ankaufskosten, die diejenigen in Bezug auf den Ankaufspreis nicht übertreffen dürfen;

3° die Vermessungskosten.

§ 2 - Der in § 1, 1° erwähnte Ankaufspreis ist begrenzt:

1° auf den vom Komitee veranschlagten Betrag, wenn das Komitee mit dem Erwerb beauftragt ist;

2° wenn das Komitee nicht mit dem Erwerb beauftragt ist:

a) auf den Betrag, der Gegenstand des Vermerks des Komitees gemäß Artikel 13, Absatz 2 des Dekrets gewesen ist;

b) auf den Betrag, der in einem Angebot gemäß Artikel 13 Absatz 1 des Dekrets angegeben ist, wenn das Komitee seinen Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 13 Absatz 2 des Dekrets vorgesehenen Frist zustellt;

c) auf den in Artikel 13, Absatz 3 des Dekrets vorgesehenen Höchstbetrag, wenn das Komitee sich weigert, seinen Vermerk zu erteilen.

Art. 6 - Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für die in Artikel 4 2° erwähnten Maßnahmen enthält den Gesamtbetrag:

1° des Ankaufspreises des Gebäudes nach Abzug des gemäß Artikel 5 § 1 und § 2 bestimmten Preises des Grundstücks;

2° der Bau- und Umbauarbeiten und gegebenenfalls der gemeinschaftlichen Ausrüstungen und der Produktionswerkzeuge einschließlich des Betrags der vertraglichen Revisionen, desjenigen der Kostenüberschreitungen die durch unvorhersehbare, unvermeidliche Umstände verursacht wurden, denen man nicht zuvorkommen konnte, weiter unten «begründete Kostenüberschreitungen» genannt, und desjenigen der zuvor genehmigten Nachträge.

Art. 7 - Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für die in Artikel 4 3° erwähnten Maßnahmen besteht aus dem Gesamtbetrag der folgenden Arbeiten einschließlich des Betrags der vertraglichen Revisionen, der begründeten Kostenüberschreitungen sowie der zuvor genehmigten Nachträge:

a) die Nivellierungs-, Ebnungs- und Dränierungsarbeiten und die Arbeiten zur Verstärkung des Bodens, die notwendig sind, um die Grundstücke zu erschließen;

b) die Arbeiten in Bezug auf die Einrichtung von internen Verkehrswegen, die auf das öffentliche Gebiet beschränkt sind;

c) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Kanalisationsarbeiten bis zu deren Abflüssen, einschließlich der Maßnahmen zur Wasserregulierung;

d) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Wasserzufuhrarbeiten;

e) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten und für die wirtschaftliche Aktivität notwendigen Arbeiten in Bezug auf den Bau von Kaimauern;

f) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Arbeiten in Bezug auf den Anschluss an eine Eisenbahnlinie oder eine schiffbare Wasserstraße;

g) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Arbeiten in Bezug auf die Straßenbeleuchtung;

h) die Lieferung und die Aufstellung von Stadtmobiliar, die Gehwege, die Beschilderung des Gebiets, die auf € 25.000 pro Anerkennungsgebiet begrenzten Kunstwerke, die Arbeiten und die Zierbepflanzungen, die mit dem Umweltschutz verbunden sind oder die als Isolierungsvorrichtung dienen, sowie die damit verbundenen Erdbewegungen, dies sowohl im Anerkennungsgebiet als in dessen Nähe;

i) die auf das öffentliche Gebiet beschränkten Anschlüsse an die Energieversorgungsnetze sowie die internen Netze, wobei vorausgesetzt wird, dass nur die Niederspannungs- und Hochspannungsanschlüsse und -netze sowie die Installierung von Transformationskabinen für die elektrischen Anschlüsse und Netze gemeint sind;

j) die Einrichtung von externen Zugangswegen einschließlich der Abwassersammler und ihrer Abflüsse und der Gewitterauffangbecken;

k) die notwendigen geotechnischen Erkundungen;

l) die Untersuchungen, die das Feststellen des Vorhandenseins bzw. des Nichtvorhandenseins einer Verunreinigung des Bodens ermöglichen;

m) die auf das öffentliche Gebiet beschränkte Lieferung und Anbringung von Durchführungsrohren und von Kabelschächten für optische Fasern, die zur Telekommunikation bestimmt sind;

n) die auf das öffentliche Gebiet beschränkte Lieferung und Anbringung von öffentlichen Masten für die Anbringung von Antennen für die Funkwellenübertragung;

o) die auf das öffentliche Gebiet beschränkte Lieferung und Anbringung von Bauteilen zur Stabilisierung und zur Absicherung des Elektrizitäts- und des Telekommunikationsnetzes;

p) die Einrichtung von Halteflächen und der Bau von Unterständen für den öffentlichen Personenverkehr, dies sowohl im Anerkennungsgebiet als auch in dessen Nähe;

q) die Arbeiten in Bezug auf die öffentlichen multimodalen Plattformen und auf die innerhalb Letzterer eingerichteten Wendeflächen, von denen mehrere Unternehmen oder die in unmittelbarer Nähe von den Flughäfen angesiedelten Unternehmen profitieren;

r) die Zierteiche, die Empfangsstelle, die Aufsichtsstelle und eventuell die anderen Vorbeugungs- und Sicherheitsinfrastrukturen innerhalb von Anerkennungsgebieten, in denen solche Maßnahmen im Hinblick auf die dort aufgenommenen Aktivitäten erforderlich sind;

s) der Bau von zu mehreren Unternehmen bestimmten öffentlichen Kläranlagen sowie die Maßnahmen zur Vorbeugung der unfallbedingten Umweltverschmutzung zusätzlich zu den im Rahmen der Umweltgenehmigungen vorgesehenen Maßnahmen.

Art. 8 - § 1 - Die Berechnungsgrundlage des Zuschusses für die in Artikel 4 4° erwähnten allgemeinen Unkosten ist der Gesamtbetrag der gemäß den Artikeln 6 2° und 7 des vorliegenden Erlasses bezuschussten Arbeiten, der wie folgt begrenzt ist:

1° für die Kosten für Studien und für die Leitung auf:

a) 6% für die erste Tranche der bezuschussten Arbeiten bis € 250.000;

b) 4% für die zweite Tranche der bezuschussten Arbeiten, die zwischen € 250.000 und € 500.000 liegt;

c) 3% für den Teil der bezuschussten Arbeiten, der € 500.000 überschreitet;

2° für Überwachungskosten: auf 3% des Gesamtbetrags der bezuschussten Arbeiten;

3° für Verwaltungskosten: auf 1% des Gesamtbetrags der bezuschussten Arbeiten.

§ 2 - Der zu berücksichtigende Betrag der bezuschussten Arbeiten ist der Betrag des ursprünglichen Auftrags, der vertraglichen Revisionen, der begründeten Überschreitung von Kosten und der zuvor genehmigten Nachträge.

Was außerdem die allgemeinen Unkosten in Bezug auf die begründeten Überschreitungen von Kosten und auf die Nachträge betrifft, wird man diese allgemeinen Unkosten nur dann berücksichtigen, wenn sie zusätzliche Leistungen für Studien, für die Leitung oder die Überwachung verursacht haben.

Art. 9 - Für die in Artikel 4 erwähnten Maßnahmen enthält die Berechnungsgrundlage des Zuschusses die Mehrwertsteuer, wenn sie geschuldet ist und sie dem Träger nicht rückerstattet werden kann.

Abschnitt 3 — Bezuschussungssätze und -grenzen

Art. 10 - § 1 - Der Bezuschussungssatz für die in Artikel 4 erwähnten Maßnahmen ist auf 80% der in den Artikeln 6 bis 9 erwähnten Berechnungsgrundlagen des Zuschusses festgesetzt.

In Abweichung von Absatz 1 beträgt der Bezuschussungssatz:

1° 95% für die Maßnahmen, die im anerkannten Gebiet eines zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes im Sinne des Artikels 167 1° des CWATUP durchgeführt werden;

2° 15% für den Erwerb von einem Grundstück mit Ausnahme des Erwerbs des für die Einrichtung der in Artikel 7 f) und j) erwähnten Infrastrukturen strikt notwendigen Grundstücks;

3° 50% für den Erwerb und den Umbau bzw. den Bau eines Gebäudes im Hinblick auf dessen Verwendung als Inkubator sowie für die gemeinschaftlichen Produktionsmittel und Ausrüstungen.

§ 2. Was den Erwerb und den Umbau bzw. den Bau eines Gebäudes betrifft, ist der Zuschuss auf € 375.000 bei einer Verwendung als Übergangshalle bzw. auf € 500.000 bei einer Verwendung als Zentrum für Zusatzdienstleistungen oder als Inkubator begrenzt.

Wenn das Gebäude jedoch im anerkannten Gebiet eines im Sinne des Artikels 167 1° des CWATUP zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes steht, werden die in Absatz 1 erwähnten Beträge um 50% erhöht.

Die im vorliegenden Artikel erwähnten Beträge gelten für die Gesamtheit der in Artikel 4 2° bis 3° erwähnten Maßnahmen einschließlich der Revisionen, der begründeten Überschreitungen von Kosten sowie der zuvor genehmigten Nachträge.

Art. 11 - Der Zuschuss wird global für den Erwerb des Gebäudes sowie für dessen Umbau als Übergangshalle, als Zentrum für Zusatzdienstleistungen oder als Inkubator gewährt; diese Maßnahmen dürfen nicht voneinander getrennt werden.

Art. 12 - Es wird kein Zuschuss gewährt, wenn bereits Zuschüsse auf der Grundlage anderer regionaler Gesetzgebungen einem Projekt gewährt werden, dies mit Ausnahme jeder in Anwendung des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände bezogenen Summe.

Ein Zuschuss wird nur dann für die eingerichteten öffentlichen Verkehrswege gewährt, wenn die Gemeinde, auf deren Gebiet sie sich befinden, sich zuvor und schriftlich verpflichtet, sie sofort nach deren vorläufigen Abnahme zu übernehmen.

Abschnitt 4 — Anerkennungserlass

Art. 13 - Wenn das Anerkennungsgebiet, dessen Anerkennung vom Träger beantragt wird, ganz oder teilweise dem Gebiet eines Enteignungserlasses entspricht, gilt Letzterer als Anerkennungserlass.

Wenn das Gebiet, dessen Anerkennung vom Träger beantragt wird, nicht mit dem Enteignungsgebiet identisch ist, wird bei der Erstellung des in Artikel 2 erwähnten Enteignungsplans der Unterschied zwischen dem Enteignungsgebiet und dem Anerkennungsgebiet zum Vorschein gebracht.

Art. 14 - Wenn der vom Träger eingereichte Antrag auf Anerkennung eine oder mehrere in Artikel 4 erwähnte Maßnahmen betrifft, für welche die Verabschiedung eines Enteignungserlasses nicht erforderlich ist, enthält er folgende Elemente:

- 1° einen den Umkreis und die Fläche der betroffenen Gebäude darstellenden Plan;
- 2° die in Artikel 2 3° bis 8° erwähnten Angaben;
- 3° gegebenenfalls die Begründung des ergänzenden Charakters der Beteiligung des Unternehmens;
- 4° gegebenenfalls die Vereinigungsmodalitäten gemäß Artikel 26.

Art. 15 - Der in Artikel 14 erwähnte Antrag auf Anerkennung wird dem leitenden Beamten in neunfacher Ausfertigung vom Träger zugestellt.

Wenn der leitende Beamte der Meinung ist, dass der Antrag auf Anerkennung vollständig ist oder dass er eine Entscheidung in einwandfreier Kenntnis der Sachlage möglich macht, übermittelt er dem Träger innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags auf Anerkennung eine Empfangsbestätigung.

In Ermangelung davon schickt er dem Träger einen Brief, in dem er um die Übermittlung der fehlenden Elemente bittet. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang dieser übermittelt der leitende Beamte dem Träger eine Empfangsbestätigung.

Art. 16 - § 1 - Wenn der vom Träger eingereichte Antrag auf Anerkennung die Einrichtung eines Inkubators enthält, wird er innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des vollständigen Antrags auf Anerkennung der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region vom leitenden Beamten zu Begutachtung übermittelt.

Das Gutachten wird dem leitenden Beamten innerhalb von sechzig Tagen nach dem Antrag auf Begutachtung übermittelt; in Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist gilt es als günstig.

§ 2 - Innerhalb von einhundertzwanzig Tagen nach Eingang des vollständigen Antrags auf Anerkennung übermittelt der leitende Beamte dem Minister sein Gutachten und einen Erlassvorschlag.

Wenn er dem Antrag auf Anerkennung stattgibt, verabschiedet der Minister einen Anerkennungserlass innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Vorschlags. Der Anerkennungserlass wird dem Träger vom leitenden Beamten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

§ 3 - In Abweichung von § 2 wird der Anerkennungserlass durch die Regierung verabschiedet und gemäß § 2 Absatz 2 zugestellt, wenn er die Einrichtung eines Inkubators enthält.

Abschnitt 5 — Antrag auf Bezuschussung und Erlass zur Gewährung des Zuschusses

Art. 17 - Der Antrag auf Gewährung eines Zuschusses enthält folgende Elemente:

- 1° für die in Artikel 4, 1° erwähnten Maßnahmen: die Dokumente, die die Einhaltung von Artikel 5 § 2 nachweisen;
- 2° für die in Artikel 4, 2° erwähnten Maßnahmen: gegebenenfalls die Dokumente, die die Einhaltung von Artikel 5 § 2 nachweisen und aus denen die Aufschlüsselung nach dem Preis des Grundstücks und des Gebäudes sowie die Vorlegung der Ergebnisse der Erteilung des Auftrags in Anwendung des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge hervorgehen;
- 3° für die in Artikel 4 3° und 4° erwähnten Maßnahmen: die Vorlegung der Ergebnisse der Erteilung des Auftrags in Anwendung des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge.

Art. 18 - Der Antrag auf Gewährung eines Zuschusses wird dem leitenden Beamten vom Träger zugestellt.

Der leitende Beamte stellt dem Minister sein Gutachten und einen Erlassvorschlag in Bezug auf die Gewährung eines Zuschusses zu.

Wenn er dem Antrag stattgibt, verabschiedet der Minister einen Erlass zur Gewährung eines Zuschusses, der dem Träger vom leitenden Beamten zugestellt wird.

Art. 19 - Vorbehaltlich der Anwendung jeglicher anderen besonderen Bedingung bestimmt der Erlass zur Gewährung eines Zuschusses die Verwendung des Zuschusses, dessen Betrag, dessen Auszahlungsmodalitäten unter Einhaltung der Artikel 20 bis 24 sowie die Dauer der Verwendung des Zuschusses für die Zwecke, für die er gewährt worden ist.

Der Erlass zur Gewährung eines Zuschusses kann ebenfalls die Gewährung des Zuschusses von der Einhaltung einer Frist abhängig machen, innerhalb welcher der Träger je nach Fall das Grundstück oder das Gebäude erworben, mit den Arbeiten angefangen, dem Bauunternehmen mit deren Durchführung beauftragt oder auch die Verwendung, für welche der Zuschuss gewährt worden ist, durchgeführt haben muss.

Abschnitt 6 — Auszahlung des Zuschusses

Art. 20 - Unter Vorbehalt der Anwendung des Artikels 22 wird der Zuschuss in Bezug auf eine in Artikel 4 1° und in Artikel 4 2° was den Erwerb des Gebäudes betrifft, erwähnte Maßnahme auf Vorlage der authentischen Urkunde, durch welche die Übertragung des Grundstücks und des Gebäudes an den Träger nachgewiesen wird, sowie der Begründung der in Artikel 5 § 1 3° erwähnten Kosten ausgezahlt.

Art. 21 - Unter Vorbehalt der Anwendung der Artikel 20 und 22 wird der Zuschuss in Bezug auf eine in Artikel 4 2° erwähnte Maßnahme wie folgt ausgezahlt:

1° ein Vorschuss in Höhe von 30% des Betrags des Zuschusses auf Vorlage des Briefes des Trägers, in dem der Bauunternehmer angewiesen wird, mit den Arbeiten anzufangen, mit der Ausnahme der Inkubatoren, für welche der Vorschuss auf 10% begrenzt ist;

2° zwei Beträge, die je 30% des Betrags des Zuschusses darstellen, auf Vorlage von monatlichen Fortschritts-erklärungen, die je ein Drittel der Berechnungsgrundlage des Zuschusses darstellen;

3° der Restbetrag des Zuschusses auf Vorlage der Endabrechnung der Gesamtheit der Arbeiten.

Der Teil des Zuschusses für die mit den in Absatz 1 erwähnten Arbeiten verbundenen allgemeinen Unkosten wird auf Vorlage der Endabrechnung und des Protokolls der vorläufigen Abnahme ausgezahlt.

Art. 22 - Im Falle einer Vereinigung kann der Zuschuss für den Erwerb und den Umbau bzw. den Bau eines Gebäudes im Hinblick auf dessen Verwendung als Inkubator, als Zentrum für Zusatzdienstleistungen, als Übergangshalle oder für den Erwerb von gemeinschaftlichen Zusatzausrüstungen unter allen Umständen nur dann ausgezahlt werden, wenn die Vereinigung die in Artikel 26 des vorliegenden Erlasses bestimmten Vereinigungs-modalitäten einhält.

Art. 23. Der Zuschuss in Bezug auf die in Artikel 4 3° erwähnten Maßnahmen wird in Höhe von 90% des Zuschusses auf Vorlage der monatlichen Fortschrittserklärungen ausgezahlt.

Der Restbetrag des Zuschusses wird auf Vorlage der Endabrechnung der Gesamtheit der Arbeiten, für welche er gewährt worden ist, ausgezahlt.

Der mit den allgemeinen Unkosten verbundene Teil wird in Höhe von zwei Dritteln auf Vorlage der ersten Fortschrittserklärung und von einem Drittel auf Vorlage der Endabrechnung sowie des Protokolls der vorläufigen Abnahme ausgezahlt.

Art. 24 - Wenn die in den Artikeln 21 Absatz 1 3° und 23, Absatz 2 erwähnte Abrechnung eine begründete Kostenüberschreitung erscheinen lässt, kann der Minister einen Zuschusszusatz gewähren.

Der zusätzliche Zuschuss wird auf Vorlage des Zusatzes zu der Endabrechnung und des Protokolls der vorläufigen Abnahme durch den Träger ausgezahlt.

Abschnitt 7 — Verpflichtungen des Trägers

Art. 25 - Der Träger, der einen Zuschuss erhalten hat, übermittelt dem Minister oder dem leitenden Beamten einen vollständigen Jahresbericht über dessen Benutzung.

In diesem Bericht stehen u.a. folgende Informationen:

1° für die Infrastrukturarbeiten: die Angaben bezüglich der ausgerüsteten und benutzten Flächen sowie Auskünfte über die Betriebe, die sie benutzen;

2° für die Übergangshallen, die Zentren für Zusatzdienstleistungen und die Inkubatoren: die Benutzung dieser Kategorien insbesondere unter Bezugnahme auf die benutzten Flächen insgesamt, die Kategorien der Benutzerbetriebe und die betroffenen Arbeitsplätze.

Abschnitt 8 — Vereinigungen

Art. 26 - Die Vereinigungen bestimmen ihre Arbeitsmodalitäten im Einvernehmen unter Berücksichtigung der folgenden Grundsätze:

a) das Verwaltungsorgan der Vereinigung ist zuständig für:

1° die Beschlüsse bezüglich der Handlungen in Zusammenhang mit der Gewährung des Zuschusses und ihre Überwachung;

2° die Genehmigung des in Art. 25 erwähnten Jahresberichtes;

3° den Jahreshaushaltsplan der Vereinigung;

4° den Jahresabschluss der Vereinigung;

5° die Vereinbarungen bezüglich der Raumnutzung;

b) das Verwaltungsorgan der Vereinigung setzt sich folgendermaßen zusammen:

1° jede Gemeinde, Interkommunale oder die Gesellschaft, die ein Mitglied der Vereinigung ist, bestimmt mindestens ein Mitglied mit beschließender Stimme innerhalb des Verwaltungsorgans;

2° wenn die Gemeinde oder Interkommunale, auf deren Gebiet sich das Gebäude befindet, kein Mitglied der Vereinigung ist, kann sie jedoch auch über ein Mitglied mit beschließender Stimme verfügen;

3° die Anzahl der beschließenden Stimmen der Vertreter, die innerhalb des Verwaltungsorgans der Vereinigung durch die Gemeinden, Interkommunalen und die Gesellschaft bestimmt werden, muss immer höher liegen als die Anzahl der sonstigen Mitglieder, die von den anderen Partnern der Vereinigung oder nicht bestimmt werden;

4° der Vorsitz des Verwaltungsorgans wird immer einem von den Gemeinden, Interkommunalen oder der Gesellschaft bestimmten Vertreter anvertraut;

5° die Beschlüsse des Verwaltungsorgans werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst, wodurch die mehrheitliche Entscheidungsbefugnis der Gemeinden, der Interkommunalen und der Gesellschaft bestätigt wird; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden;

c) ggf. erfolgt die Verteilung der erzielten Ergebnisse der Vereinigung so, dass den Gemeinden, den Interkommunalen und der Gesellschaft ein Teil des Gewinns zugewiesen wird, der mindestens deren Einlagen in die Vereinigung entspricht, wobei die der Vereinigung gewährten Zuschüsse in die Berechnungsgrundlage deren Einlagen mit einbezogen werden.

Die Vereinbarung oder die Satzungen der Vereinigung, die u.a. Vereinigungsmodalitäten enthalten, die dem vorliegenden Artikel Rechnung tragen, werden vom Minister genehmigt.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 27 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. September 2001 und 10. Januar 2002, wird aufgehoben.

Art. 28 - Enteignungsanträge und Anerkennungsanträge, so wie in den Artikeln 2 bzw. 13 bis 16 des vorliegenden Erlasses erwähnt, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, werden weiterhin in Übereinstimmung mit den zu diesem Datum gültigen Bestimmungen untersucht.

Die in Art. 17 erwähnten Anträge auf Gewährung von Zuschüssen, die vor dem Inkrafttreten des Dekrets eingereicht worden sind, werden weiterhin in Übereinstimmung mit den zu diesem Datum gültigen Bestimmungen untersucht.

Art. 29 - Das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird am Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* wirksam, mit Ausnahme der nachstehenden Bestimmungen: Artikel 16 § 1 Absatz 3 Artikel 18 § 1 Absatz 2 und § 3.

Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 30 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4472

[2004/203507]

21 OKTOBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, inzonderheid op de artikelen 3, derde lid, 4, eerste lid, 16, § 3, 18, § 1, derde lid en § 3, en 26;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswesen of diensten of andere begeleidingsinfrastructuren voor investeerders, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 september 2001 en 10 januari 2002;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) nr. AV 1110, gegeven op 15 oktober 2002;

Gelet op het advies nr. A 686 van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) aangenomen op 21 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 augustus 2002 en 27 april 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 september 2003 en 29 april 2004;

Gelet op het advies nr. 37.119/2, van de Raad van State, uitgebracht op 18 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen door de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

2° « Minister » : de Minister bevoegd voor de Ontsluitingsinfrastructuur voor Economische Bedrijvigheid;

3° « leidend ambtenaar » : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling of één van de ambtenaren bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, namelijk : de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of attaché van dit Directoraat-generaal rekening houdend met de regels inzake afwezigheid of verhindering bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit;

4° « comité » : het comité voor de aankoop van onroerende goederen, bevoegd voor het grondgebied, ingericht bij de Federale Overheidsdienst Financiën;

5° « onteigenende overheid » : het Gewest, de gemeente of de intercommunale bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet;

6° « maatschappij » : de maatschappij in de zin van artikel 1, 3°, van het decreet;

7° « vereniging » : de vereniging tussen één of meerdere gemeenten of tussen één of meerdere intercommunales of tussen de maatschappij en de natuurlijke of de rechtspersoon (en) bedoeld in artikel 18 van het decreet;

8° « operator » : de gemeente, de intercommunale, de maatschappij of de vereniging;

9° « de erkenningsomtrek » : ruimten die recht geven op subsidies en afgebakend zijn overeenkomstig de artikelen 13 tot 16 van dit besluit waar bedrijfsactiviteiten tot stand dienen te komen, om hun vestiging te bevorderen of de uitbreiding van bestaande activiteiten mogelijk te maken;

10° « CWATUP » : « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium).

HOOFDSTUK II. — *Onteigeningsaanvraag*

Art. 2. De onteigenende overheid richt een aanvraag aan de leidende ambtenaar in negen exemplaren. Deze aanvraag bevat de volgende gegevens :

1° een motivatienota waarin het openbaar nut van de onteigening van de gebouwen bedoeld in artikel 2 van het decreet gerechtvaardigd wordt;

2° een onteigeningsplan met :

a) de omtrek van de betrokken panden;

b) de identiteitsopgave van de eigenaars en de oppervlakte van hun goed, opgemaakt volgens de aanwijzingen van het kadaster;

c) de erkenningsomtrek bedoeld in artikel 13.

3° een overzicht van de feitelijke toestand die het volgende insluit :

a) een cartografische schets op een topografische achtergrond met aangepaste schaal van de gebouwen en hun onmiddellijke omgeving met volgende vermeldingen :

- de aard van het grondgebruik;

- de landschapsstructuur met inbegrip van de wegen alsook de bomen en hagen bedoeld in artikel 84, § 1, 10° en 11°, van de CWATUP;

- de hydrografische onderbekkens, de waterwegen en de waterwinningsplaatsen alsook het saneringsstatuut van deze gebouwen :

- de gegevens betreffende de ecosystemen;

- de speciale beschermingsgebieden ingericht krachtens de stedenbouwkundige, patrimoniale of ecologische reglementeringen;

b) op een apart plan, de vermelding van de netten voor waterdistributie, energie, optische vezels, telecommunicatie, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting volgens de aanduidingen van de gemeentelijke administratie en ook, in voorkomend geval, de andere informatie waarvan de onteigenende overheid op de hoogte is;

c) in voorkomend geval, de resultaten van de onderzoeken die de aanwezigheid of afwezigheid van bodemverontreiniging moeten bevestigen;

d) een significante fotografische gekleurde lijst van de gebouwen, van de delen van de gebouwen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag en ook hun directe omgeving :

4° een omschrijving van de voorgenomen bedrijfsactiviteiten met vermelding van :

a) de voornaamste kenmerken van deze activiteiten in termen van grondgebruik, in overweging genomen activiteitssectoren, tewerkstelling en mobiliteitsprofiel alsmede de activiteiten die worden uitgesloten;

b) de rechtvaardiging voor de opening van een nieuw gebied voor deze activiteiten met het economisch perspectief van een bezetting van het gebied met de betrokken activiteiten en met een vermelding van de sociale en economische gevolgen; deze rechtvaardiging wordt opgesteld door te verwijzen naar projecten of gebieden met bedrijfsactiviteiten die gelijksoortig of vergelijkbaar zijn op het vlak van hun grondgebied en hun sociaal-economische kenmerken, hierna te noemen « het referentiegebied »;

c) een omschrijving van de voornaamste activiteitssectoren die reeds aanwezig zijn in de aangrenzende gebieden;

d) in voorkomend geval, als de oprichting van een incubator voorzien is :

- een omschrijving van het project van de incubator;

- de bepaling van de doelstellingen, van de bedoelde activiteitssectoren;

- het bewijs van de uitvoerbaarheid van het project door een financieel plan voor te leggen dat een analyse van de sterktes, kansen en bedreigingen van het project insluit;

- de gebruikspotentialiteiten door privé-bedrijven van de te subsidiëren voorzieningen en bedrijfsinstallaties;

5° een plan voor de vestiging met opname van het tracé van de wegen en de kenmerken van de voornaamste vooropgestelde inrichtingen en, in voorkomend geval, de fasering en de eventuele aansluitingen, evenals de verschillende gebieden die bestemd zijn voor specifieke bedrijfsactiviteiten :

a) aan dit vestigingsplan toegevoegd, de voornaamste oriëntaties van de inrichting alsook de problematiek van de mobiliteit en bereikbaarheid;

b) wat de voorziene inrichtingen betreft, zal het plan verduidelijken en telkens aanduiden hoe deze inrichtingen aansluiten op het bestaande :

- de vermelding van de voorziene wegen;
- de oppervlaktes die aan openbare en privé-ruimten worden voorbehouden;
- de grootte van de percelen;
- de ruimten voorbehouden aan bepaalde activiteiten of aan bepaalde soorten bezetters;
- de riolering, met inbegrip van de openbare zuiveringsstations, de rioolgemalen, vergaarkommen en de lozingen;
- de vermelding van de netten voor waterdistributie, energie, telecommunicatie, afvoer en zuivering van afvalwater alsook de installaties voor openbare verlichting;
- elke andere gemeenschapsvoorziening;
- in voorkomend geval, de verplaatsing of afbraak van wegen, verzoekers of andere onderdelen;
- in voorkomend geval, de netten die het landschap en zijn beschermingsgebieden doorkruisen;

c) in voorkomend geval, de kenmerken van de projectevolutie in de tijd met de verschillende stappen betreffende de inrichting van het gebied;

6° een verslag ter verantwoording van de economische, sociale en ecologische impact wat betreft de potentialiteiten inzake intermodaal verkeer op grond van o.a. :

a) op sociaal-economisch vlak :

- de contacten met de kandidaat-investeerders;
- de vergelijkingen met andere gelijksoortige omtrekken zoals het referentiegebied;
- de specificiteiten van het project zoals de ontwikkeling van speerpuntsectoren en de relaties met onderzoeksinstellingen;
- de schatting van de op te richten rechtstreekse en onrechtstreekse betrekkingen met vermelding van de berekeningsmethode en op basis van het referentiegebied;
- de eisen inzake de tot stand gekomen betrekkingen vergeleken met de oppervlakte van de percelen en rekening houdend met de mogelijke oppervlakte vergeleken met de oppervlakte van de percelen;
- de oppervlaktes die aan andere activiteitssectoren worden onttrokken en de gevolgen die eruit voortvloeien;

b) op ecologisch vlak :

- belangrijke wijzigingen van het reliëf;
- de gunstige maatregelen of noodzakelijke voorzieningen voor de integratie van de omtrek, zoals de isoleringsvoorzieningen, het soort beplantingen en hun beheer, de behouden natuurlijke ruimten alsook de regulerende factoren van het oro-hydrologisch systeem;
- in voorkomend geval, de beschermings- en de veiligheidsmaatregelen en voorzieningen;

c) op het vlak van de mobiliteit :

- de schatting van het potentieel veroorzaakte verkeer, van de mobiliteit en van de toegankelijkheid van de omtrek;
- in voorkomend geval, de potentialiteiten inzake intermodaal verkeer.

7° een raming van de kostprijs van de te verwezenlijken inrichtingen ter aanduiding van :

a) per voorziening, de globale en eenheidskosten van de voorgestelde oplossing alsook van de andere in aanmerking komende oplossingen met vermelding van de gekozen berekeningsmethode;

b) de kosten uitgesplitst per voorzieningsfase met een onderscheid tussen de voorziening eigen aan de inrichting van de omtrek en de voorziening die de aansluiting aan het bestaande net moet toelaten;

c) de globale kost van de inrichting van de erkenningsomtrek, in voorkomend geval, per fase ingedeeld alsmede de kost per hectare.

8° een analyse van de verenigbaarheid van het project ten aanzien van de vigerende plannen en schema's van aanleg ter vermelding van :

a) de toestand van de omtrek in verhouding tot de verschillende vigerende plannen en schema's alsook de verenigbaarheid van het project met deze;

b) in voorkomend geval, een afschrift van het gemeentelijk structuurplan bedoeld in artikel 16 van de CWATUP, van het gemeentelijk plan van aanleg bedoeld in artikel 48 van de CWATUP en van het stedenbouwkundig en ecologisch bestek bedoeld in artikel 31bis van de CWATUP;

De Minister kan beslissen om de in dit artikel vermelde gegevens aan te passen naargelang de aard van het project.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet richt de Minister het onteigeningsbesluit aan de onteigenende overheid op basis van het door de leidend ambtenaar overgemaakte verslag.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring**Afdeling 1. — Subsidieerbare verrichtingen*

Art. 4. Voor de verrichtingen die bestemd zijn voor bedrijfsactiviteiten of om hun vestiging te begunstigen en de uitbreiding van bestaande activiteiten mogelijk te maken en voorzover deze verrichtingen plaatsvinden in een bepaalde erkenningsomtrek overeenkomstig de artikelen 13 tot 16 van dit besluit kan de Minister subsidies verlenen voor :

1° de aankoop van gronden;

2° de aankoop en de ombouw of de bouw van gebouwen voor de oprichting van incubatoren, ondersteunende dienstencentra, doorgangsgebouwen, de totstandkoming van ondersteunende gemeenschappelijke voorzieningen voor de incubatoren en de ondersteunende dienstencentra alsook de aankoop van gemeenschappelijke bedrijfsinstallaties uitsluitend voor de incubatoren;

3° de infrastructuurwerken op de gronden die noodzakelijk zijn voor de totstandkoming en de ontwikkeling van een erkenningsomtrek;

4° de studies die noodzakelijk zijn om die verrichtingen door te voeren namelijk de kosten voor de studies, de leiding, het toezicht en de administratie van de werken, hierna te noemen « algemene kosten », betreffende de verrichtingen bedoeld in 2° en 3°.

Afdeling 2. — Basis van de subsidieberekening

Art. 5. § 1. De basis van de subsidieberekening voor de verrichtingen bedoeld in artikel 4, 1°, en voor de grond waarop het gebouw staat voor de verrichtingen bedoeld in artikel 4, 2°, is samengesteld uit de volgende gegevens :

1° de aankoopprijs van de grond;

2° de wettelijke aankoopkosten die de kosten van de aankoopprijs niet mogen overschrijden;

3° de meetkosten.

§ 2. De aankoopprijs bedoeld in § 1, 1°, wordt beperkt :

1° wanneer het aankoopcomité belast is met de aankoop voor het door genoemd comité geraamd bedrag;

2° wanneer het aankoopcomité niet belast is met de aankoop :

a) tot het bedrag dat geïndiceerd werd door het comité, overeenkomstig artikel 13, tweede lid, van het decreet;

b) tot het bedrag dat vermeld is in een aanbod overeenkomstig artikel 13, eerste lid, van het decreet, wanneer het comité zijn beslissing niet betekent binnen de in artikel 13, tweede lid, van het decreet voorziene termijn;

c) tot het maximum bedrag voorzien in artikel 13, derde lid, van het decreet, wanneer het comité het weigert te viseren.

Art. 6. De basis van de subsidieberekening voor de verrichtingen bedoeld in artikel 4, 2°, omvat het totaal bedrag :

1° van de aankoopprijs van het gebouw waarvan de prijs van de grond wordt afgetrokken overeenkomstig artikel 5, § 1, en § 2;

2° van de ombouw- of bouwwerken en, in voorkomend geval, van de gemeenschappelijke voorzieningen en van de bedrijfsinstallaties met inbegrip van de contractuele herzieningen, van de onvoorspelbare en onvermijdelijke kostenoverschrijdingen waarvan de gevolgen niet te vermijden zijn, hierna te noemen « gerechtvaardigde kostenoverschrijdingen » en het bedrag van de voorafgaandelijke goedgekeurde aanhangsels.

Art. 7. De basis van de subsidieberekening voor de verrichtingen bedoeld in artikel 4, 3°, is samengesteld uit het totaal bedrag van de volgende werken met inbegrip van het bedrag van de contractuele herzieningen, de gerechtvaardigde overschrijdingen van de kosten alsook de voorafgaandelijke goedgekeurde aanhangsels :

a) de voor het bouwrijp maken van de terreinen nodige nivellerings-, effenings-, drainerings- en versterkingswerken;

b) de tot het openbaar domein beperkte aanleg van binnenwegen;

c) de tot het openbare domein beperkte rioleringswerken, tot aan de afvoerriool met inbegrip van de regulatiemaatregelen van het water;

d) de tot het openbare domein beperkte watertoevoerwerken;

e) de tot het openbare domein beperkte oprichtingen van kaaimuren die nodig zijn voor de industrieactiviteiten;

f) de tot het openbare domein beperkte verbindingswerken met het spoor of waterkanalen;

g) de tot het openbare domein beperkte openbare verlichtingswerken;

h) zowel in de erkenningsomtrek als in zijn nabijheid, de levering en de plaatsing van straatmeubilair, de trottoirs, de bewegwijzering van de omtrek, de kunstwerken beperkt tot € 25.000 per erkenningsomtrek, de werken en beplantingen die als nodig aanzien worden voor de bescherming van het leefmilieu of die als isolatievoorziening moeten dienen alsook de daarmee verbonden aardeverschuivingen;

i) de tot het openbare domein beperkte verbindingswerken met de energienetten en de interne netten, onder voorwaarde dat onder elektrische aansluitingen en netten enkel worden bedoeld de aansluitingen en de hoog- en laagspanningsnetten alsook het bouwen van transformatorstations;

j) de aanleg van buitentoegangswegen met inbegrip van de rioolverzamelaars en hun afvoeren alsook de vergaarkommen;

k) de nodige geotechnische onderzoeken;

l) de onderzoeken die de aanwezigheid of afwezigheid van bodemverontreiniging moeten bevestigen;

m) de tot het openbare domein beperkte levering en plaatsing van kokers en trekputten voor telecommunicatie bestemde optische vezels;

n) de tot het openbare domein beperkte levering en plaatsing van openbare masten ter ondersteuning van de antenne-installaties voor het vervoer van golven langs hertzgolven;

o) de tot het openbare domein beperkte levering en plaatsing van stabilisatie- en veiligheidselementen van het elektrische en telecommunicatienet;

p) de inrichting van stopplaatsen en de bouw van een wachthokje voor het openbaar vervoer zowel in de erkenningsomtrek als in zijn nabijheid;

q) de werken betreffende de openbare multimodale platformen en de daarin ingerichte bewegingsoppervlakte waarvan verschillende bedrijven of diegene gebouwd naast de luchthavens gebruik maken;

r) de watermassa's, de opvangpost, de bewakingspost en eventueel de andere infrastructuren voor veiligheidspreventie binnen de erkenningsomtrek waar dergelijke maatregelen nodig zijn ten opzichte van de beschutte activiteiten;

s) de bouw van openbare zuiveringsstations voor meerdere bedrijven alsook de preventiemaatregelen tegen toevallige verontreiniging buiten diegene voorzien in het kader van de milieuvergunning.

Art. 8. § 1. De basis van de subsidieberekening voor de verrichtingen bedoeld in artikel 4, 4^o, is het totaalbedrag van de gesubsidieerde werken overeenkomstig de artikelen 6, 2^o, en 7, van dit besluit als volgt bepaald :

1^o voor de studie- en leidingskosten, op :

a) 6 % van de eerste schijf van de gesubsidieerde werken tot € 250.000;

b) 4 % voor de tweede schijf van de gesubsidieerde werken begrepen tussen € 250.000 en € 500.000;

c) 3 % voor het deel van de gesubsidieerde werken dat hoger ligt dan € 500.000;

2^o voor de toezichtskosten beperkt tot 3 % van het totaalbedrag van de gesubsidieerde werken;

3^o voor de administratiekosten beperkt tot 1 % van het totaalbedrag van de gesubsidieerde werken.

§ 2. Het bedrag van de gesubsidieerde werken waarmee rekening moet worden gehouden is dat van de oorspronkelijke opdracht, de contractuele herzieningen, de gerechtvaardigde kostenoverschrijding en de voorafgaandelijke goedgekeurde aanhangsels.

Bovendien, wat betreft de algemene kosten inzake gerechtvaardigde kostenoverschrijdingen en aanhangsels wordt met deze algemene kosten slechts rekening gehouden voorzover zij bijkomende prestaties voor studie, leiding of toezicht hebben voortgebracht.

Art. 9. Voor de verrichtingen bedoeld in artikel 4 wordt de belasting op de toegevoegde waarde in de basis van de subsidieberekening inbegrepen als ze verschuldigd en niet invorderbaar is uit hoofde van de operator.

Afdeling 3. — Voeten en beperkingen van de subsidie

Art. 10. § 1. De subsidievoet van de verrichtingen bedoeld in artikel 4 wordt vastgelegd op 80 % van de basis van de subsidieberekening bedoeld in de artikelen 6 tot 9.

In afwijking van het eerste lid wordt de subsidievoet vastgelegd op :

1^o 95 % voor de verrichtingen uitgevoerd binnen de erkende omtrek van een te rehabiliteren terrein met bedrijfsactiviteiten in de zin van artikel 167, 1^o, van de CWATUP;

2^o 15 % voor de aankoop van een grond, met uitzondering van de aankoop van de grond die noodzakelijk is voor de oprichting van de infrastructuren bedoeld in artikel 7, f) en j);

3^o 50 % voor de aankoop en de ombouw of de bouw van een gebouw dat als incubator moet dienen alsook voor de productiemiddelen en de gemeenschappelijke voorzieningen.

§ 2. Wat de aankoop en de ombouw of de bouw van een gebouw betreft wordt de subsidie respectievelijk beperkt tot € 375.000 voor zijn gebruik als doorgangsgedebouwen en tot € 500.000 als ondersteunend dienstencentrum of incubator.

Nochtans als het gebouw opgetrokken is binnen de erkende omtrek van een te rehabiliteren terrein met bedrijfsactiviteiten in de zin van artikel 167, 1^o, van de CWATUP, worden de in het eerste lid vermelde bedragen verhoogd met 50 %.

De in dit artikel bedoelde bedragen zijn van toepassing op het geheel van de verrichtingen bedoeld in de artikelen 4, 2^o tot 3^o, met inbegrip van de herzieningen, de gerechtvaardigde kostenoverschrijdingen alsook de voorafgaandelijke goedgekeurde aanhangsels.

Art. 11. De subsidie wordt globaal toegekend voor de aankoop van het gebouw alsook voor zijn ombouw tot doorgangsgedebouwen, ondersteunend dienstencentrum of incubator; deze verrichtingen mogen niet gescheiden worden.

Art. 12. Er wordt geen subsidie toegekend als een project reeds een subsidie krijgt op basis van andere gewestelijke wetgevingen, met uitzondering van elk bedrag ontvangen overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten.

Een subsidie voor de aanleg van openbare wegen wordt verleend voorzover de gemeente op het grondgebied waarvan ze aangelegd worden, schriftelijk en voorafgaandelijk, de verbintenis aangaat om ze over te nemen na de voorlopige oplevering.

Afdeling 4. — Erkenningsbesluit

Art. 13. Wanneer de erkenningsomtrek waarvan de erkenning door de operator wordt aangevraagd, geheel of gedeeltelijk samenvalt met die van het oteigeningsbesluit, geldt deze laatste als erkenningsbesluit.

Wanneer de omtrek waarvan de erkenning door de operator wordt aangevraagd niet dezelfde is als die van de oteigeningsomtrek, wordt het in artikel 2 bedoelde oteigeningsplan opgesteld met de vermelding van het verschil tussen de oteigeningsomtrek en de erkenningsomtrek.

Art. 14. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens wanneer de door de operator ingediende erkenningsaanvraag één of meerdere in artikel 4 bedoelde verrichtingen betreft die het goedkeuren van een oteigeningsbesluit niet nodig maken :

1^o een plan waarop de omtrek en de oppervlakte van de betrokken gebouwen staat;

2^o de inlichtingen bedoeld in artikel 2, 3^o tot 8^o;

3^o in voorkomend geval, de rechtvaardiging van het aanvullend karakter van de tussenkomst van de maatschappij;

4^o in voorkomend geval, de verenigingsmodaliteiten overeenkomstig artikel 26.

Art. 15. De in artikel 14 bedoelde erkenningsaanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar gericht in negen exemplaren.

Als de leidend ambtenaar vindt dat de erkenningsaanvraag volledig is of dat ze een beslissing met volledige kennis van zaken mogelijk maakt, richt hij binnen vijftien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag een ontvangstbewijs aan de operator. Bij ontstentenis richt hij een brief aan de operator waarin hij verzoekt om de ontbrekende gegevens. Binnen vijftien dagen na hun ontvangst richt de leidend ambtenaar een ontvangstbewijs aan de operator.

Art. 16. § 1. Wanneer de door de operator ingediende erkenningsaanvraag de oprichting van een incubator voorziet, wordt zij door de leidend ambtenaar binnen vijftien dagen na ontvangst van de volledige erkenningsaanvraag, voor advies, aan het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt.

Het advies wordt binnen zestig dagen na de adviesaanvraag aan de leidend ambtenaar overgemaakt; bij ontstentenis van advies binnen deze termijn wordt dat geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen honderd twintig dagen na ontvangst van de volledige erkenningsaanvraag richt de leidend ambtenaar zijn advies en een voorstel van besluit aan de Minister.

Indien hij de erkenningsaanvraag inwilligt, neemt de Minister een erkenningsbesluit binnen dertig dagen na ontvangst van het voorstel. Het erkenningsbesluit wordt bij ter post aangetekend schrijven door de leidend ambtenaar aan de operator betekend.

§ 3. In afwijking van § 2, wordt het erkenningsbesluit genomen door de Regering en wordt het betekend overeenkomstig § 2, tweede lid, wanneer het besluit de oprichting van een incubator voorziet.

Afdeling 5. — Subsidiëeringsaanvraag en besluit tot subsidiëtoekenning

Art. 17. De aanvraag tot subsidiëtoekenning bevat de volgende gegevens :

1° voor de in artikel 4, 1°, bedoelde verrichtingen, de documenten ter rechtvaardiging van de naleving van artikel 5, § 2;

2° voor de in artikel 4, 2°, bedoelde verrichtingen, in voorkomend geval, de documenten ter rechtvaardiging van de naleving van artikel 5, § 2, die de uitsplitsing tussen de prijs van de grond en van het gebouw duidelijk maken alsook het vertonen van de resultaten van de toekenning van de opdracht overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° voor de in artikel 4, 3° en 4°, bedoelde verrichtingen, het vertonen van de resultaten van de toekenning van de opdracht overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Art. 18. De operator richt de aanvraag tot subsidiëtoekenning aan de leidend ambtenaar.

De leidend ambtenaar richt zijn advies en een voorstel van besluit tot subsidiëtoekenning aan de Minister.

Indien hij de aanvraag inwilligt, neemt de Minister een besluit tot subsidiëtoekenning dat door de leidend ambtenaar aan de operator wordt betekend.

Art. 19. Met voorbehoud van de toepassing van elke andere bijzondere voorwaarde bepaalt het besluit tot subsidiëtoekenning de bestemming van de subsidie, haar bedrag, haar vereffeningmodaliteiten in de naleving van de artikelen 20 à 24 alsook de duur van de subsidiebestemming voor de doelstellingen waarvoor zij toegekend werd.

Het besluit tot subsidiëtoekenning kan de subsidiëtoekenning ook onderwerpen aan de naleving van een termijn binnen dewelke, naargelang het geval, de operator de grond of het gebouw moet aangekocht hebben, de werken begonnen zijn, aan de ondernemer het bevel betekend hebben om de werken te beginnen of ook nog de bestemming waarvoor de subsidie toegekend is, uitgevoerd hebben.

Afdeling 6. — Vereffening van de subsidie

Art. 20. Met voorbehoud van de toepassing van artikel 22 wordt de subsidie betreffende een verrichting bedoeld in artikel 4, 1°, en voor de aankoop van een gebouw, artikel 4, 2°, vereffend op vertoon van de authentieke akte die de overdracht van de eigendom van de grond en van het gebouw naar de operator bevestigt alsook de rechtvaardiging van de in artikel 5, § 1, 3°, bedoelde kosten.

Art. 21. Met voorbehoud van de toepassing van de artikelen 20 en 22, wordt de subsidie betreffende een in artikel 4, 2°, bedoelde verrichting vereffend als volgt :

1° een voorschot van 30 % van het bedrag van de subsidie op vertoon van de brief van de operator waarbij aan de ondernemer wordt kennisgegeven van het bevel tot starten van de werken, behalve voor de incubatoren voor wie het voorschot tot 10 % wordt beperkt;

2° twee bedragen die elk 30 % van het subsidiebedrag vertegenwoordigen op vertoon van maandelijkse vorderingsstaten die telkens een derde van de basis van de subsidieberekening vertegenwoordigen;

3° het saldo van de subsidie op vertoon van de eindafrekening van alle werken.

Het deel van de subsidie voor de algemene kosten betreffende de in het eerste lid bedoelde werken wordt vereffend op vertoon van de eindafrekening en van het proces-verbaal van de voorlopige oplevering.

Art. 22. Bij vereniging kan de subsidie voor de aankoop en de ombouw of de bouw van een gebouw voor de oprichting van een incubator, een ondersteunende dienstencentrum, een doorgangsbouw, of de aankoop van ondersteunende gemeenschappelijke voorzieningen in elk geval worden vereffend voorzover de vereniging de in artikel 26 van dit besluit bepaalde verenigingsmodaliteiten naleeft.

Art. 23. De subsidie betreffende de in artikel 4, 3°, bedoelde verrichtingen wordt vereffend tot 90 % van de subsidie op vertoon van de maandelijkse staten.

Het saldo van de subsidie wordt vereffend op vertoon van de eindafrekening van alle werken waarvoor ze toegekend werd.

Het deel van de subsidie betreffende de algemene kosten wordt vereffend tot twee derde op vertoon van de eerste vorderingsstaat en tot een derde op vertoon van de eindafrekening alsook van het proces-verbaal van de voorlopige oplevering.

Art. 24. Wanneer de in de artikelen 21, eerste lid, 3^o, en 23, tweede lid, bedoelde eindafrekening een gerechtvaardigde kostenoverschrijding vertoont, kan de Minister een aanvullende subsidie toekennen.

De aanvullende subsidie wordt vereffend op vertoon door de operator van de aanvulling op de eindafrekening en van het proces-verbaal van voorlopige oplevering.

Afdeling 7. — Verplichtingen van de operator

Art. 25. Een volledig jaarlijks verslag over het gebruik van de subsidie wordt aan de Minister of aan de leidend ambtenaar voorgelegd door de operator die een subsidie krijgt.

Dit verslag vermeldt o.a. :

1^o voor de infrastructuurwerken, de gegevens inzake de bezette en ingerichte oppervlaktes alsook de informatie over de bedrijven die ervan gebruik maken;

2^o voor de doorgangsgebouwen, de ondersteunende dienstencentra, de incubatoren, hun bezetting met verwijzing naar de bezette oppervlaktes, het soort bedrijven die ervan gebruik maken en de betrokken betrekkingen.

Afdeling 8. — Verenigingen

Art. 26. De verenigingen bepalen hun werkingsmodaliteiten en houden rekening met de volgende principes :

a) het beheersorgaan van de vereniging is bevoegd voor :

1^o de beslissingen betreffende de verrichtingen in verband met de toekenning van de subsidie alsook hun supervisie;

2^o de goedkeuring van het jaarlijks verslag bedoeld in artikel 25;

3^o de jaarlijkse begroting van de vereniging;

4^o de jaarrekening van de vereniging;

5^o de overeenkomsten betreffende de bezetting van de ruimten;

b) het beheersorgaan van de vereniging wordt samengesteld als volgt :

1^o Elke gemeente, intercommunale of de Maatschappij, lid van de vereniging, wijst minstens een stemgerechtigd lid aan binnen het beheersorgaan;

2^o wanneer de gemeente of intercommunale op het grondgebied waarvan het gebouw gevestigd is, geen lid is van de vereniging, kan zij nochtans ook beschikken over een stemgerechtigd lid;

3^o het aantal stemgerechtigde vertegenwoordigers aangewezen binnen het beheersorgaan van de vereniging door de gemeenten, de intercommunales en de maatschappij moet altijd hoger zijn dan de andere leden al dan niet aangewezen door de andere partners van de vereniging;

4^o het voorzitterschap van het beheersorgaan wordt altijd toevertrouwd aan een vertegenwoordiger aangewezen onder de vertegenwoordigers van de gemeenten, intercommunales en de maatschappij;

5^o de beslissingen van het beheersorgaan worden bij meerderheid van stemmen goedgekeurd waardoor de beslissingsmacht bij meerderheid van de gemeenten, intercommunales en de maatschappij wordt bevestigd. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend;

c) in voorkomend geval, de opsplitsing van de resultaten van de vereniging door aan de gemeenten, de intercommunales en de Maatschappij een deel van de winsten toe te kennen die minstens evenredig is aan hun inbreng in de vereniging, rekening houdend met het feit dat de aan de vereniging toegekende subsidies worden opgenomen in de basis van de inbrengberekening.

De overeenkomst of de statuten van de vereniging en de overeenkomstig dit artikel verenigingsmodaliteiten worden goedgekeurd door de Minister.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 27. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere begeleidingsinfrastructuren voor investeerders, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 september 2001 en 10 januari 2002, is opgeheven.

Art. 28. Het onderzoek van de onteigenings- en erkenningsaanvragen respectievelijk bedoeld in de artikelen 2 en 13 tot 16 en ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit wordt voortgezet volgens de op die datum vigerende bepalingen.

Het onderzoek van de in artikel 17 bedoelde aanvragen tot toekenning van een subsidie ingediend voor de inwerkingtreding van het decreet wordt voortgezet volgens de op die datum vigerende bepalingen.

Art. 29. Het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid treedt in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de volgende bepalingen : artikel 16, § 1, derde lid, artikel 18, § 1, tweede lid, en § 3.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 30. De Minister bevoegd voor de Ontsluitingsinfrastructuur voor Economische Bedrijvigheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE